

Interview de Hachemi CHERIF,

Au journal algérien "RUPTURES"

Question : "TAHADDI", le "défi" : c'est une raison sociale, mais aussi tout un programme. A qui s'adresse le défi ?

Hachemi CHERIF : On peut symboliser "TAHADDI" comme une colombe dont le corps porte la modernité et dont les ailes seraient porteuses de démocratie et de progrès, comme fin et moyen.

C'est donc une formation, un Mouvement politique qui se propose de militer de toutes ses forces pour faire avancer le pays et la société dans la voie de la modernité, une modernité porteuse de progrès de plus en plus radical, c'est-à-dire une modernité qui exclut les exclusions sociales, exclusions qui se retournent contre les exigences de modernité et finissent par renforcer les rangs des forces de la régression.

Une modernité, qui pour être assumée pleinement par notre peuple et s'imposer comme acquis irréversible, doit être conçue et perçue à la fois comme le couronnement et la synthèse positive de son expérience historique et comme processus d'intégration dans le mouvement universel, dans le mouvement de la société humaine vers toujours plus de progrès.

"TAHADDI" n'est pas un parti politique classique, qui estime sa formation achevée et définitive.

D'ailleurs, nous nous estimons en congrès permanent, toujours ouverts à de nouveaux apports en idées et en forces humaines, y compris pour élargir la direction actuelle qui reste transitoire et dont les effectifs sont souples. "TAHADDI" est ouvert, comme le stipule ses résolutions.

Q. : Entre une Algérie résolument moderne et une Algérie intégriste, croyez-vous à une destinée intermédiaire, comme semble le faire croire le gouvernement ?

H.C. : Quelle destinée intermédiaire est-il possible de concevoir entre la vie et la mort ? L'aventure intégriste, obscurantiste, promet-elle autre chose que la régression et le néant ? Qu'avons-nous vécu et expérimenté toutes ces dernières années, voire cette dernière dizaine d'années plus particulièrement, sinon une tentative de compromis, une tentative de concilier l'inconciliable ?

A y regarder de près, ce n'est pas le PAGES hier, ni "TAHADDI" aujourd'hui, qui empêchent le "compromis" et la "conciliation ou la réconciliation". Ils n'en ont ni les moyens, ni la force, même s'ils ont la justesse de l'analyse et de la vision. La force qui empêche le compromis et la conciliation, c'est l'intégrisme et seulement l'intégrisme qui, en raison du radicalisme dont il est porteur, des illusions qu'il projette sur les secteurs retardataires de la société et des intérêts ultra-conservateurs et réactionnaires qu'il défend et qui sont en opposition totale avec le mouvement de l'Histoire, veut non pas un compromis de pouvoir, une parcelle de pouvoir, mais le pouvoir et tout le pouvoir !

Ainsi il tente et tentera, de toutes les forces qu'il peut rassembler et par tous les moyens, de résister au mouvement de l'Histoire.

Q. : La solution politique semble se dessiner autour de la radicalisation des positions contre toute compromission et toute évolution en demi-teinte. Le RCD a opté, et vous ?

H.C. : Je serai tenté de vous répondre que, comme le PAGES qui vient de fusionner avec de nouvelles forces pour former "TAHADDI", nous avons anticipé toute l'évolution en cours, dans son fond stratégique-historique.

Au terme du congrès de décembre 1990, prolongé par la session du Comité Central du 4 avril 1991, nous avons exigé, dans un même mouvement, la remise en question du processus électoraliste suicidaire et l'interdiction de tous les partis, formations et associations qui fondent leur activité sur la religion et le projet d'un Etat théocratique totalitaire.

Nous avons qualifié le processus issu de la Constitution de février 1989 de processus double : démocratique par un côté -en tant qu'il ouvrirait la voie au pluralisme-, et anti-démocratique de l'autre, dans la mesure où il a donné l'agrément à des partis dont la finalité est la liquidation, par la violence et l'arbitraire, de toute expression démocratique, progressiste et humaniste. Nous avons maintenu ce cap, malgré la combinaison des pressions et des tentatives de séduction, envers et contre toute la classe politique, y compris celle qui, pour sa propre survie, s'est ressaisie après la "gifle" du 1er tour.

En tant que "TAHADDI", nous fondons nos positions totalement et radicalement sur la nécessité de cette double rupture avec l'intégrisme dans toutes ses composantes et manifestations et avec l'islamisme politique qui en est la légitimation, rupture avec le système rentier bureaucratique qui nourrit la crise et l'intégrisme.

J'avais déjà dit dans une interview antérieure que si les demi-teintes et le "clair-obscur" peuvent exprimer une beauté supérieure dans une

S.G. du Mouvement T.A.H.A.DDI

et publiée le 10 mars 1993

oeuvre esthétique, en politique par contre, elles conduisent à des catastrophes.

Comment peut-on concilier, en effet, la science, la rationalité d'un côté et l'obscurantisme, le charlatanisme de l'autre ?

Quel point commun est-il possible d'identifier entre la démocratie moderne qui est l'expression de la citoyenneté et une quelconque "chouracratie" fondée sur la subordination du politique au religieux, de la citoyenneté à un clergé dont on constate la formation et sur la subordination à des intérêts de clans, de groupes d'intérêts, de régions, etc...?

Comment concilier les attributs d'une économie moderne fondée sur le travail et une productivité du travail toujours supérieure intégrant les acquis de la révolution scientifique et technique et une économie fondée sur la rente, la spéculation et le parasitisme....?

Comme on voit, il n'y a aucun point commun entre les termes de ces contradictions dans tous les domaines et sphères. La synthèse de ces contradictions au niveau politique est exprimée par la contradiction irréductible entre les aspirations à la modernité et les thèses porteuses de totalitarisme, d'obscurantisme et de régression, visant la reconstruction hypothétique d'un Etat théocratique, mais bloquant dans l'immédiat la dynamique même de développement de la société.

Du fait que ces contradictions sont irréductibles et qu'elles ont objectivement tendance à s'aiguïser pour éclater, toute attitude médiane (de compromis) devient impossible, inentenable et vaine et sert en définitive les intérêts et positions des forces de la régression.

Ces considérations montrent parfaitement que la position que nous défendons n'est pas un choix subjectif, arbitraire. Elle se fonde sur un effort d'analyse des processus réels et des contradictions et tendances profondes qui traversent notre société.

Ces contradictions, et la contradiction principale qui les synthétise, ne peuvent attendre indéfiniment d'être résolues sans risquer de faire perdre à notre pays et à notre peuple les chances qu'ils ont encore de s'amarrer au mouvement de progrès universel. Encore quelques temps et hésitations et il sera trop tard !

Q. : L'Etat d'urgence et le verrouillage de la télé ne peut que diminuer votre audience, ... comment surmontez-vous cet étouffement ?

H.C. : Précisément, je reviens d'une tournée dans l'Oranie où j'ai animé avec d'autres camarades de la direction des conférences-débats publiques à Oran, Sidi Bel Abbès, Arzew et Saïda auxquelles la presse a été conviée.

Vous constaterez par vous même que la couverture est presque nulle : aussi bien de la part de la presse dite privée que de la presse dite publique, y compris les titres qui critiquent, à juste titre, l'absence des partis démocratiques sur le terrain.

Cela confirme la tendance que nous avons constatée les semaines précédentes, à savoir un blocus systématique de nos déclarations et publications.

A titre d'exemple, la déclaration de fond de notre Conseil National Transitoire en date du 12 Février 1993 n'a été reprise que par le

journal "Liberté", tandis qu'un autre quotidien destinataire pourtant d'une "commande" payante à titre publicitaire n'a pas cru bon de la publier. Il en a été de même de la lettre ouverte au ministère de la communication et de la culture, à l'exception d'"Alger républicain".

Et on peut citer de nombreux autres exemples.

A posteriori, on peut penser à une véritable campagne organisée et synchronisée visant à discréditer notre Mouvement et à le couper de l'opinion publique, voire même à le réprimer.

A posteriori, on peut se demander aussi si cette fameuse phrase prononcée par ce terroriste qui répond au prénom de Djaffar devant des millions de téléspectateurs et qui a servi de vecteur pour les appels au meurtre de Sassi Lamouri et les dérapages idéologiques du Chef du gouvernement, ne lui a pas en réalité été dictée, dans le but de discréditer les forces démocratiques et de dédouaner le terrorisme intégriste qui légitimerait ainsi sa présence et son action violente en tentant de la justifier par la lutte contre le "communisme", et quoi encore les "laïco - assimilationnistes" ?

Personne désormais ne doit croire qu'il pourra nous mettre sur la défensive avec de telles formules à l'emporte-pièce. Et surtout pas celui qui vient de produire encore une nouvelle illusion en faisant, devant un parterre de femmes triées sur le volet, de la surenchère islamiste pour affirmer qu'il s'agissait, pour défendre les droits de la femme, de leur appliquer davantage de "charîa" !

Oui nous défendons et défendrons fermement la séparation du politique et du religieux comme seul

principe capable, à la fois, de protéger la politique de l'utilisation démagogique de la religion et de mettre la religion à l'abri de toute exploitation politique dont on sait à quelles impasses l'une et l'autre conduisent.

Nous estimons que c'est le meilleur service à rendre à la politique et le meilleur service à rendre à l'Islam pour que ce dernier demeure "une référence de progrès civilisationnel, un cadre d'épanouissement social et le creuset du renforcement de l'unité et de la solidarité nationales" comme vient de le formuler à juste titre le général TOUATI !

Je reviens d'un contact significatif avec des milliers de citoyens. Nous y avons posé avec force la nécessité de la séparation du politique et du religieux et nous avons eu à observer sur cette question et sur d'autres questions aussi délicates, un véritable saut qualitatif dans la conscience sociale des citoyens.

Quant à l'"assimilationnisme", s'il veut dire quelque chose aujourd'hui, c'est celui qui nie l'Algérienité dans la richesse dynamique de ses composantes : amazighité, arabité, islamité intégrées à la modernité, au profit d'une assimilation à l'internationale islamiste qui constitue la négation des acquis de tout le mouvement de libération nationale moderne, et/ou au profit d'une illusoire unité arabe qui constitue la négation de notre profondeur historique amazigh et des particularités de notre propre expérience nationale dont la reconnaissance et la prise en charge sont une condition d'épanouissement de notre société.

Q. : Un pôle républicain s'avère inévitable. Une union, du moins des alliances se profilent; "TA-HADDI" n'y échappera pas. Ces alliances s'établiront pour qui, contre qui ?

H.C. : Cela fait des années que nous appelons à structurer ou restructurer les alliances sur cette base, à savoir sur la base de la nécessité d'une cristallisation et d'une polarisation des forces socio-politiques en fonction du choix du projet de société. L'Algérie aurait énormément gagné si les initiatives engagées dans ce sens avaient été couronnées de succès.

Malheureusement, les pesanteurs liées au passé, le décalage ou encore le déphasage parfois criard entre les approches fondamentales de certains partis, et leurs pratiques

stratégiques ou tactiques, les attitudes visant des objectifs étroitement partisans, ont empêché le rassemblement des forces qui se réclament, par vocation, des exigences de modernité et de démocratie.

Si, pour nous, un pôle moderniste et républicain s'impose comme une nécessité, voire une exigence incontournable, il ne saurait se constituer comme troisième pôle, mais seulement comme pôle de la modernité et de la démocratie, en opposition au pôle intégriste avec ses alliés conscients et inconscients.

Le pouvoir, pour nous, ne constitue pas un troisième pôle cohérent et homogène, et d'ailleurs il ne saurait y avoir de troisième pôle entre la république moderne et l'Etat théocratique, il ne saurait y avoir une attitude médiane.

La responsabilité des forces de la modernité et de la démocratie, c'est précisément de favoriser au sein du pouvoir lui-même les décantations qui permettront de restructurer les alliances sur la seule base de la contradiction irréductible entre le progrès et la réaction, entre la démocratie et le totalitarisme, entre la modernité et l'archaïsme !

Sur les initiatives qu'il s'agit d'engager, nous avons la conviction, à partir de l'expérience du 10 mai 1990, des différentes conférences et forums démocratiques, et des tentatives de mettre sur pied le RPN, et à partir de l'appréciation du caractère capital, vital et crucial du moment historique que nous traversons, et qui constitue en réalité un tournant historique, que les modernistes et démocrates ne doivent se permettre aucun écart, aucune erreur d'appréciation, que toutes les chances de succès, je dis bien toutes les chances, doivent être réunies.

L'Histoire ne nous pardonnera pas d'autant que les forces, et encore davantage le potentiel de la modernité, sont beaucoup plus larges que ne le laissent supposer l'expression au niveau politique des partis politiques en présence.

Ce potentiel existe dans d'autres partis et mouvements politiques que le RCD et "TAHADDI". Il habite de nombreux autres partis et il est dommage que ses aspirations soient dévoyés par les approches politiques des directions de certains partis.

Il existe encore plus largement dans la société civile organisée ou non-organisée. Il appartient aux modernistes conséquent de donner le cadre de rassemblement le plus large possible à ce potentiel. Il y va, aujourd'hui, de l'intérêt supérieur de la nation moderne que nous voulons édifier et dont notre pays a un besoin vital.

Q. : A part ça, ça va ?

H.C. : Sur le plan personnel, malgré les contraintes et les risques, je peux affirmer que tout va encore bien dans la mesure où je suis entouré de l'affection de tous mes proches, de ma famille, de mes camarades et amis, c'est une affection agissante et mobilisatrice.

Cela ira mieux si les modernistes et démocrates se rassemblent dans les meilleures délais et conditions. Il y a des progrès et des satisfactions, certes, mais il y a aussi des déceptions : celles d'avoir perdu en cours de route de nombreux camarades avec qui j'ai partagé tant de souffrances et d'espoirs, mais peut-être, et je le souhaite de tout mon coeur, s'agit-il d'une séparation momentanée, rendue inévitable par l'extrême complexité de la situation nationale et internationale.

Enfin, le poste de combat que j'occupe ne me fait pas oublier mon métier et ma vocation, qui est de faire du cinéma, de l'art, en tant que l'une des formes d'expression les plus élevées de l'intelligence et de la sensibilité humaines et qui participe, comme tel, à la libération et à l'épanouissement de l'Homme.

Mais, soyons réalistes, dans le moment actuel, faire de l'art et de la culture dépend étroitement de la liquidation de l'intégrisme et de l'obscurantisme comme force politique !

C'est un appel que je lance aux artistes et intellectuels : se mobiliser pour une société moderne et démocratique, c'est faire avancer la cause de l'art et de la culture !

Interview accordée par
Hachemi CHERIF,
Secrétaire Général
du Mouvement
"TAHADDI"
au journal algérien
"Ruptures",
et publiée
le 10 mars 1993.